

Le journal de la Coise



Publication du SIMA Coise : Syndicat Interdépartemental Mixte pour l'Aménagement de la Coise et ses affluents

Exemplaire gratuit

N° 11 - Décembre 2009



La Coise aux Garennes
à Saint Symphorien sur Coise



Signature du contrat de rivière
le 27 février dernier



La rivière en crue au Moulin Brûlé
à Chazelles sur Lyon

Editorial

Cette nouvelle édition du journal de la Coise permet de reprendre contact avec les habitants du bassin versant de la Coise et de ses affluents. J'éprouve une réelle satisfaction en m'adressant une nouvelle fois à vous après une fin d'année 2008 et une année 2009 fertiles en événements de toutes sortes.

- La journée du 2 novembre 2008 restera gravée dans nos mémoires avec une nouvelle crue de la Coise et de ses affluents. La crue de décembre 2003 avait été importante mais celle de l'an dernier l'a dépassée en intensité et dans sa soudaineté. Le travail de tous les acteurs sur le terrain a été important pour restaurer le milieu. Il reste cependant des choses à faire et entre autres essayer de limiter l'impact des crues pour les habitants. Des réflexions sont menées dans ce sens par le syndicat et les communes concernées.

- En revanche la signature d'un deuxième contrat de rivière le 27 février 2009 à Saint Galmier a permis à tous les partenaires de rebondir pour entrevoir des perspectives plus réjouissantes. Après le premier contrat de rivière de 1996 à 2001, c'est une nouvelle procédure qui va permettre des opérations d'importance d'un montant total de 31 millions d'euros jusqu'en 2014.

Vingt ans après notre première réunion organisée en mairie de Saint Galmier, notre détermination est intacte pour travailler sans relâche dans ce domaine de l'environnement.

En effet, c'est en novembre 1989 que nous nous rencontrons pour débiter avec de nombreux élus une réflexion sur la Coise et ses affluents. « Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ». La tâche réalisée pour nos cours d'eau est réellement positive mais elle n'est jamais terminée, bien évidemment.

Que nous soyons simples citoyens, agriculteurs, industriels, ou élus de notre territoire, à nous de continuer l'œuvre entreprise.

L'outil « contrat de rivière » doit permettre de concilier, sur un territoire, l'activité économique et la protection des milieux aquatiques, c'est sur ce principe que nous devons tous œuvrer.

Bonne lecture à toutes et à tous

Jean Yves CHARBONNIER
Président du SIMA Coise



Financement public du ministère
chargé du développement durable

Rhône-Alpes Région

Conseil général
LOIRE
EN RHÔNE-ALPES

Comment est administré le syndicat ?

Le syndicat interdépartemental mixte pour l'aménagement de la Coise et du Furan* est administré par un comité syndical qui se réunit au moins quatre fois par an. Celui-ci est présidé par **Jean - Yves Charbonnier**, maire de Saint Galmier, entouré de deux vice - présidents, **Marie Françoise Larue**, adjointe de Meys, en charge du suivi du service public d'assainissement non collectif et **Louis Rousset**, adjoint de Chevières, en charge du suivi des travaux sur tous les cours d'eau du bassin versant de la Coise.

31 élus des communes du bassin versant représentent les Communautés de Communes, un syndicat de communes, une communauté d'agglomérations ou les communes adhérentes. Ce comité syndical délibère sur toutes les décisions qui sont prises au sein du syndicat qu'elles soient d'ordre budgétaire ou « politique » (choix d'intervenir ou pas sur tels travaux...). Au préalable tous les points abordés en comité syndical sont étudiés en réunion de bureau (12 élus siègent également au minimum quatre fois par an).

**le SIMA a la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration et d'entretien du Furan et de ses affluents sur les deux communes d'Andrézieux Bouthéon et La Fouillouse (ces deux communes font partie du territoire de la Communauté de Communes du Pays de St Galmier).*

Vos élus au SIMA Coise - Furan

Suite aux élections municipales de mars 2008, chaque commune ou structure intercommunale adhérente au SIMA Coise - Furan a désigné son ou ses représentants titulaires et suppléants (S).

Communauté de Communes du Pays de Saint Galmier : CCPSG

CHARBONNIER Jean - Yves
BESSET Christian
BOUDIER Jean Pierre
GROS Richard
LOUAT Roger
PHILIPPON Bernard
VIVIEN Gabriel
VOCANSON Eric
CHAMBONNET Michel (S)
TARDY François (S)
GRANGE Daniel (S)
LORNAGE François (S)

Communauté de Communes de Forez en Lyonnais : CCFL

BERTHET Christian
BRUYERE Christian
GONON Pascal
ROUSSET Louis
SEON Michel
VINCENT Georges
BRUYAS Jean François (S)
GRANGE Mireille (S)
MONTAGNON Maurice (S)

Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Hauts du Lyonnais : SIAHL

BOUCHUT Régis
BRUYAS Jean Marc
LARUE Marie - Françoise
L'HOPITAL Jean - Louis
MORALES Philippe
VILLARD Patrick
BONNARD Jean - Claude (S)
PEILLON Roger (S)
THIZY Pierre (S)

Saint Etienne Métropole

GUILLOT Paul
THIZY Gilles (S)

Marcenod

THIZY Gilles
BENIERE Jean - Louis (S)

Saint André La Côte

REYNARD Roger
PIQUET Jean - Pierre (S)

Châtelus

BERTHET Christian
POYET André (S)

Chevières

PIOT Michel
GUYOT Dominique (S)

La Gimond

GRANGE Mireille
PASCAL Gilbert (S)

Grammond

BOUCHUT Olivier
ROUSSET Emmanuel (S)

Maringes

VILLEMAGNE Guy
TOINON Daniel (S)

Saint Denis Sur Coise

BARCET Alain
BRUYAS Bernard (S)

Saint Médard en Forez

FLACHER Evelyne
PALLANDRE Alphonse (S)

Virigneux

BERTHET Hélène
TOINON Joëlle (S)

Le journal de la Coise n°11

Edition spéciale de la Piaillée - Décembre 2009

SIMA Coise - 1 passage du Cloître 42330 Saint Galmier

Téléphone : 04 77 52 54 57

Directeur de la Publication : Jean - Yves Charbonnier

Comité de Rédaction : Commission Communication
du SIMA Coise autour de Yves PIOT, Chargé de Mission



Conception : C.C.M.L. - Alexandra De Pau

Tirage : 24 500 exemplaires

Impression :

Imprimerie des Monts du Lyonnais
69850 Saint-Martin-en-Haut

Ce journal est imprimé dans le respect de l'environnement, sur papier recyclé non blanchi au chlore.

Un deuxième contrat de rivière sur le bassin de la Coise

Problématiques rencontrées

◆ Qualité de l'eau

Sur l'ensemble du bassin versant :

- ✓ Forte contamination par les nitrates (classement en zone vulnérable de la totalité du bassin versant),
- ✓ Présence de pesticides dans les eaux superficielles (classement en zone prioritaire).

Sur l'Anzieux, le Volvon et certains autres tronçons du réseau hydrographique :

- ✓ Forte contamination par l'azote et les MOOX (matières organiques et oxydables) principalement due aux rejets industriels et domestiques.

◆ Qualité des milieux aquatiques

- ✓ Étiage sévère (niveau d'eau des cours d'eau très bas en été principalement),

→ **Phénomène naturel renforcé par l'impact anthropique (ouvrages ou aménagements créés par l'homme).**

- ✓ Réchauffement de la température de l'eau, colmatage du lit mineur important, blocage de la charge sédimentaire, entrave à la libre circulation du poisson,

→ **Présence de nombreux seuils n'ayant plus aucun usage, situés essentiellement sur la Coise en amont de Saint Galmier.**

- ✓ Dégradation de manière ponctuelle du lit et des berges,

→ Ripisylve (végétation des bords de rivière) absente, mal entretenue et / ou non adaptée (présence d'essences indésirables : robiniers ou faux acacias et de peupliers),

→ Mauvaises pratiques riveraines : curage lit mineur, dépôt de gravats, cultures trop proches du cours d'eau, piétinement des berges par les bovins.

- ✓ Présence de foyers de Renouée du Japon,

→ **Introduction sur le bassin versant et développement de cette espèce invasive,**

- ✓ Présence de ragondins et de rats musqués,

→ **Développement de ces espèces invasives nuisibles.**

Les grands enjeux identifiés sur le bassin versant et les programmes d'actions correspondants

◆ **Continuer d'agir pour atteindre une bonne qualité des eaux.** Exemples d'opérations portées par les collectivités :

- création de nouvelles stations d'épuration (La Chapelle sur Coise, Saint Bonnet les Oules, Chevrières, Châtelus, Fontanès...),
- réhabilitation de réseaux d'eaux usées (Saint André la Côte, Saint Symphorien sur Coise, Chazelles sur Lyon, Grammond, ...),
- opérations avec le monde agricole (programme détaillé en page 4 et 5).

◆ **Restaurer les fonctionnalités**

des cours d'eau :

- maintenir les cours d'eaux restaurés dans l'état souhaité en assurant un suivi et un entretien régulier en fonction des enjeux de chaque secteur,
- aménager ou démanteler les anciens ouvrages hydrauliques, les seuils,
- lutter contre la prolifération de la renouée du Japon ...

◆ **Gérer quantitativement les eaux en période d'étiage :** assurer le suivi du débit des cours d'eau en mettant en place des seuils avec une échelle graduée lisible par tous.



Echelle limnimétrique installée dans le lit de la rivière



Massif de renouée en bordure de rivière

◆ **Améliorer la connaissance sur la vulnérabilité aux inondations des biens et des personnes sur le bassin de l'Anzieux.**

◆ **Valoriser les milieux aquatiques et leurs annexes :**

- mise en place de panneaux d'information,
- création de sentiers à thèmes en bordure de cours d'eau ...

◆ **Gérer, animer et suivre les actions inscrites au contrat de rivière Coise :**

- création et suivi d'un site internet,
- actions de sensibilisation des scolaires ...

Situation de la qualité de l'eau sur le bassin versant

Pour connaître l'état de qualité de nos rivières, un réseau de suivi de la qualité de l'eau a été mis en place par Badoit en partenariat avec le SIMA Coise depuis 2007.

Dans le cadre de sa politique de protection, la Société des Eaux Minérales de Badoit s'est associée au Contrat de Rivière de la Coise afin de soutenir les actions en faveur de l'amélioration de la qualité des eaux superficielles.

Ce suivi représente environ 380 prélèvements par an dans tous les cours d'eau. Pour chaque prélèvement, plus de 45 paramètres sont mesurés :

- une trentaine de molécules phytosanitaires,
- les concentrations en nitrate, phosphore, en différents ions (sodium, potassium, silicé...),
- la température ...

Ce réseau nous permet de connaître les dysfonctionnements sur certains cours d'eau, et d'identifier les pollutions qui impactent la qualité de l'eau.

Ainsi par exemple, grâce à ce réseau, nous connaissons les molécules chimiques qui posent problème et nous pouvons ainsi être plus pertinents sur les actions du contrat de rivière.

Le constat est le suivant : nous retrouvons en diversité et en quantité pour certaines d'entre elles, un grand nombre de molécules utilisées pour le désherbage.



Zone témoin de l'efficacité du « désherbeur vapeur »

Des actions auprès de tous pour améliorer la qualité de l'eau



L'essai de matériel alternatif au désherbage chimique dans les collectivités

Si vous ne voyez pas d'herbe pousser sur vos trottoirs, ce n'est pas un phénomène naturel ... c'est bien qu'un agent de la commune a pulvérisé un désherbant pour que la plante ou la graine en germination meurt. Ainsi, vous ne voyez jamais d'herbe pousser sur les trottoirs puisque les graines ne peuvent pas germer.

Alors pour concilier esthétique avec environnement, la commune de Saint-Martin en Haut accompagnée par le SIMA Coise s'est engagée pour tester une nouvelle technique de désherbage : le « désherbage vapeur ».

Cette machine fonctionne comme une chaudière qui chaufferait l'eau à 150 °C, pour ensuite envelopper les mauvaises herbes de vapeur et ainsi faire éclater les cellules végétales.

Deux zones de la commune ont été retenues pour tester cette machine. Trois semaines après le 1^{er} traitement « à la vapeur », les premiers résultats sont encourageants. Si le reste de la commune est encore

entretenu avec des désherbants, les services techniques optimisent au mieux leur utilisation.



Le désherbeur vapeur en action dans la commune de Saint Martin en Haut

Huit autres communes se sont engagées en faisant l'état de lieux de leurs pratiques de désherbage pour les améliorer. Enfin, une vingtaine d'agents communaux et d'élus ont participé à une formation sur les bonnes pratiques d'utilisation des désherbants. Cette journée a été l'occasion de comprendre les mécanismes d'action des différents produits et les effets sur la santé et sur l'environnement. L'après midi a été consacré aux méthodes alternatives.

Les agriculteurs s'engagent à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires

Si on a beaucoup parlé des problèmes liés aux nitrates et des moyens à mettre en œuvre pour réduire les risques de pollutions, la problématique des pesticides n'a été que peu évoquée dans notre secteur de polyculture - élevage.

Pourtant les analyses de qualité de l'eau le montre, nous retrouvons des molécules de désherbage de tout ordre et notamment d'origine agricole dans nos rivières. En effet, les agriculteurs en utilisant des débroussaillants et des herbicides sur leurs cultures sont également susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

Des actions pilotes à développer sur tout notre territoire

Depuis 2008, les agriculteurs des communes de Chevières, Aveize, Grammond, Saint Denis sur Coise, Pomeys et Saint André La Côte ont la possibilité de s'engager à diminuer la quantité d'herbicides

qu'ils utilisent. Ces communes ont la particularité d'avoir leur territoire sur les sous bassins versant du Ramarey, de l'Arbiche, de l'Orzon et des Reculées.

Comment ça marche ?

L'agriculteur signe un contrat avec l'Etat où il s'engage à respecter certaines règles en faveur de l'environnement, avec une compensation financière pour les pertes éventuelles (rendement, temps...). C'est ce qu'on appelle les Mesures Agro - Environnementales. L'exploitant s'engage à réduire de 40 % en cinq ans la quantité d'herbicides qu'il utilise.

Ainsi depuis leur mise en place, une vingtaine d'agriculteurs s'est engagée dans ces Mesures Agro - Environnementales. Dans le cadre de ces contrats, les exploitants ont accès à des formations réalisées par les Chambres d'Agriculture pour les aider à optimiser le désherbage en limitant au mieux l'impact sur l'environnement et la santé.

Si vous êtes agriculteur et intéressé par les techniques de désherbage mécanique, n'hésitez pas à contacter le SIMA Coise pour avoir tous les renseignements nécessaires.



Passage de la bineuse pour éliminer mécaniquement les mauvaises herbes entre des rangs de maïs.

Et pourquoi ne pas s'inspirer du bio ?

En l'absence de produits chimiques, les agriculteurs bio doivent trouver d'autres techniques pour désherber leurs terres. Ils ont donc depuis longtemps travaillé sur ces techniques dites « alternatives ». Il s'agit d'utiliser des machines (bineuses, herbes étrilles) qui arrachent les mauvaises herbes au lieu de pulvériser des désherbants. Ceci demande une grande technique, d'autant que notre territoire avec ses pentes et ses cailloux ne facilite pas le travail.



Déplacement des agriculteurs au salon Tech & Bio (26) pour voir fonctionner du matériel de désherbage mécanique



C'est pour cela que naturellement le SIMA Coise et l'ARDAB (Association de Développement de l'Agriculture Bio en Loire et Rhône) se sont associés pour accompagner techniquement quelques agriculteurs (conventionnels et bio) qui souhaitent prendre en main ces nouvelles méthodes de désherbage.

Justine Lagrevol
Animatrice qualité de l'eau
SIMA Coise

Attention à la réglementation sur les zones non traitées

Depuis plus d'un an, l'usage des produits phytosanitaires est interdit à proximité de tout point d'eau. Lisez attentivement les étiquettes sur les emballages pour connaître la distance à respecter qui est au minimum de 5 mètres.

Assainissement non collectif

Les nouvelles compétences du SPANC

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un service public créé pour répondre à des exigences réglementaires, mais qui souhaite répondre à la demande des usagers. Pour cela, deux nouvelles compétences facultatives ont été prises par délibération le 12 février 2008 :

- la réalisation de la vidange, du transport et du traitement des boues des fosses septiques ou des fosses toutes eaux,

- la réalisation de la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif classées points noirs.

Ces changements ont entraîné une modification du règlement qui a été validé en comité syndical le 12 juin 2009.



Vidange d'une fosse toutes eaux

La compétence entretien

◆ Rappel :

Afin de garantir le bon fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, il est indispensable d'entretenir les ouvrages de prétraitement (fosse septique ou toutes eaux, bac à graisses...). Pour une habitation standard (une fosse toutes eaux de 3 m³ et un ménage de 4 personnes), il est recommandé de réaliser la vidange de la fosse tous les 4 ans. Cette périodicité n'est pas imposée par le service, ce n'est qu'une recommandation.

D'après la loi, les matières de fosses ou de bacs à graisses (appelées boues) sont considérées comme des déchets, et à ce titre, leur élimination doit se faire conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur, c'est-à-dire que l'utilisateur doit faire appel à une entreprise agréée.

Les agriculteurs qui n'ont pas fait la demande afin d'obtenir un agrément préfectoral (avec plan d'épandage et autorisation de transport des matières) ne peuvent en aucun cas effectuer la vidange des ouvrages de prétraitement d'une installation d'assainissement non collectif.

◆ Mise en place de la compétence :

Afin que les usagers puissent vidanger leurs fosses en respectant la réglementation et à un coût raisonnable, le

SPANC organise, suite à un appel d'offres, depuis début juillet 2009 des campagnes de vidanges confiées à la société SARP (groupe VEOLIA).

◆ Démarches pour les usagers :

Les usagers souhaitant bénéficier de ce nouveau service doivent se faire connaître auprès des techniciens du SPANC.

La compétence réhabilitation

◆ Rappel :

Les usagers ayant fait l'objet d'un contrôle peuvent avoir l'obligation de réaliser des travaux de réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif. Dans le cadre du 2^{ème} contrat de rivière pour la Coise et afin de faire bénéficier certains usagers d'aides financières, le SIMA Coise Furan va se positionner en tant que maître d'ouvrage pour le déroulement de ces travaux.

◆ Aides financières pour tous les points noirs :

Suivant l'état de l'installation et suite au rapport qui a été réalisé par les techniciens du SPANC, certains usagers sont susceptibles de bénéficier d'aides financières pour la mise aux normes de leur installation d'assainissement non collectif. Seuls les usagers classés « Défavorable travaux obligatoires » avec des installations dites « points noirs » pourront peut être bénéficier de ces aides. En effet, seules les installations dites « points noirs » pourront bénéficier de ce nouveau service. Cette classification se réalise suivant une grille développée par les organismes financeurs que sont la Région Rhône Alpes, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le Conseil Général du Rhône.

◆ Démarches pour les usagers :

Les usagers concernés seront informés par le SPANC. Ils devront se faire connaître auprès du service et seront invités à des réunions publiques.



Au premier plan, la fosse toutes eaux avec ses regards de visite

SPANC : Bilan de l'activité en chiffres

A la fin de l'année 2009, les techniciens du SPANC auront réalisé le diagnostic et premier contrôle de bon fonctionnement d'environ 4 000 installations d'assainissement non collectif sur le territoire du SIMA Coise - Furan. Suite à ces visites, un rapport a été ou sera envoyé à tous les usagers concernés. Chaque rapport comporte un avis technique sur l'installation.

Les installations d'assainissement non collectif sont classées dans une des cinq catégories suivantes :

Favorable : Installation respectant la réglementation et ne présentant aucun dysfonctionnement.

Favorable avec réserves : Installation ne respectant pas la réglementation actuelle au sens stricte mais ne présentant aucun dysfonctionnement et n'engendrant aucun risque pour l'environnement et / ou la salubrité publique.

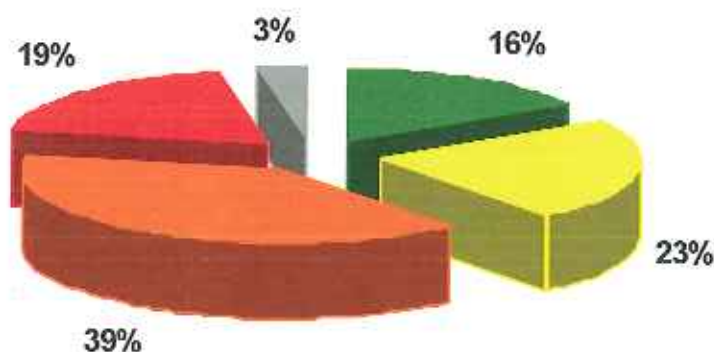
Défavorable (travaux souhaités) : Installation ne respectant pas

la réglementation et présentant des dysfonctionnements mineurs entraînant des risques pour l'environnement.

Défavorable (travaux obligatoires) : Installation ne respectant pas la réglementation et présentant des dysfonctionnements importants pouvant induire des risques pour l'environnement et pour la salubrité publique.

Indéfini : Impossible pour le service d'émettre un avis sur cette installation du fait d'un manque d'informations.

Répartition des installations d'assainissement non collectif contrôlées sur le territoire du SIMA Coise depuis la mise en place du service :



Depuis la mise en place du service, ce sont 132 instructions de dossiers d'urbanismes (permis de construire et déclaration de travaux) qui ont été réalisées. Déjà 84 chantiers ont été contrôlés. Le service a également conseillé ou contrôlé 160 usagers qui, respectueux de l'environnement ont souhaité réhabiliter leur installation.



Répartition des eaux prétraitées sur le filtre à sable

Quelques nouveautés dans la réglementation

Une nouvelle loi sur l'eau a été promulguée par le Président de la République le 30 décembre 2006. Celle-ci fait référence à plusieurs arrêtés parus au Journal Officiel le 9 octobre 2009 :

◆ le premier est relatif à l'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites ;

◆ le deuxième fixe les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg / j de DBO5 ;

◆ enfin le troisième concerne les modalités de vérification de la conformité et de la réalisation des installations d'A.N.C., dit arrêté « contrôles ».

Le SPANC, un service public à votre service

Sous la responsabilité d'Yves PIOT, aujourd'hui des techniciens peuvent répondre à vos interrogations concernant l'entretien, le fonctionnement et la réhabilitation de vos installations d'assainissement non collectif.

Joël SOUVIGNET et Olivier NOUAÏLE ont en charge des missions de contrôle, mais également le suivi des réhabilitations et de l'entretien des installations.

SPANC SIMA Coise

1 passage du Cloître

42330 Saint Galmier

Contact : 04.77.94.49.61 ou

spanc.simacoise@yahoo.fr

Retour sur la crue de 2008

Le 1^{er} et 2 novembre 2008, tous les cours d'eau du bassin versant de la Coise sont sortis de leur lit suite à une pluie continue d'environ 100 mm en 15 heures, qui s'est abattue sur un sol saturé (il était déjà tombé environ 135 mm du 7 au 31 octobre). Ils ont envahi les prairies, les terres labourées mais également des zones habitées qui n'avaient pas été inondées lors des précédentes crues (1980, 1983, 2003, ...).

Lors d'événements de cette ampleur, on essaie de chercher les causes : urbanisation, création de nouvelles voies de circulation, modification du paysage par arrachage de haies, ... elles sont multiples.

Aujourd'hui grâce ou à cause de ces crues à répétition, nous avons une meilleure connaissance du fonctionnement de la rivière en crue, chacun de nous doit en tirer des leçons et tout nouvel aménagement doit être mûrement réfléchi.

Malheureusement, tous les outils juridiques n'existent pas pour obliger le maintien des parcelles riveraines des cours d'eau en prairie permanente ce qui limiterait l'érosion et le transport de matériaux. A ce jour, il faut qu'un projet d'aménagement soit supérieur à 1 hectare pour qu'il soit soumis à des obligations de création d'ouvrages de rétention. Malgré ce manque de moyens juridiques, le bon sens doit prévaloir et chacun doit prendre ses responsabilités.

Une crue comme celle que l'on a connue en fin d'année 2008 n'a rien d'exceptionnelle puisque au dire des spécialistes, elle est de fréquence 50 à 70 ans, c'est-à-dire qu'elle a un risque sur soixante dix de se produire tous les ans.



La Coise à proximité de l'usine Badoit à Saint Galmier

Brèves

◆ Gestion des crues

Suite à la dernière crue, il a été fait le constat de la nécessité d'améliorer la communication entre les communes de l'amont et celles de l'aval. Une première rencontre des communes les plus touchées a permis de mettre en place un plan d'appels téléphoniques qui permette aux élus de la commune de Saint Denis sur Coise de transmettre des informations, aux élus des communes situées en aval, sur les phénomènes de montée des eaux suite à des pluies importantes.

Pour améliorer le "dispositif d'alerte", le SIMA Coise va solliciter un bureau d'études qui aura en charge de proposer d'autres moyens techniques complémentaires afin de mesurer et d'analyser les débits et hauteurs des cours d'eau en crue (échelle limnimétrique, pluviomètres ...) et de proposer des solutions pour également informer les communes situées en amont comme Saint Symphorien sur Coise ou Saint Denis sur Coise.

◆ La sécheresse de 2009

Sur 12 mois, le bassin versant de la Coise a subi une crue importante

et une grande période de sécheresse. Le faible débit des cours d'eau est lié au manque de précipitations mais aussi aux températures élevées et au vent qui ont entraîné une évaporation importante et anormale.

Même si notre territoire n'a pas connu de restriction forte concernant l'utilisation de l'eau, les prélèvements directs dans les eaux superficielles ont été interdits durant plusieurs semaines afin de garantir aux cours d'eau un débit minimum. Malgré cela, certains cours d'eau se sont asséchés avec une mortalité parfois importante de poissons. En réponse à ceux qui souhaiteraient que des pêches de sauvetage soient réalisées, il est important de savoir que ces opérations posent des problèmes : le transfert des poissons, déjà stressés, dans des conditions de fortes chaleurs entraîne souvent une forte mortalité, il faut également trouver un autre milieu naturel pour lâcher les poissons prélevés avec la certitude que ce dernier est en capacité de les accueillir (et surtout qu'on ne mélange pas des souches naturelles différentes).

Yves Piot

Après une absence de quelques mois pour pouponner, Emilie Dufaux réintègrera l'équipe du SIMA Coise au début de l'année 2010.